

# Toute l'actualité en droit des étrangers à destination des partenaires de l'insertion professionnelle

**Actualité juridique de novembre 2025**

## L'examen civique en fin de parcours d'intégration républicaine

Le Contrat d'Intégration Républicaine (CIR) est un dispositif mis en place par la France pour accompagner les personnes étrangères primo-arrivantes dans leur parcours d'intégration. Il s'agit d'un contrat signé entre l'État et l'étranger·ère ayant vocation à s'installer durablement en France. La signature du CIR, ainsi que la participation aux formations prescrites dans le cadre de ce contrat, sont nécessaires à l'obtention d'un certain nombre de cartes de séjour pluriannuelles et de cartes de résident.

La loi du 26 janvier 2024 a ajouté une condition à l'obtention des cartes de séjour pluriannuelles et de résident : le passage et la réussite d'un examen civique en fin de formation. Un arrêté du 10 octobre 2025 est venu préciser le programme, les épreuves et les modalités d'organisation de l'examen civique instauré par cette loi.

### Contexte législatif et réglementaire

La loi du 26 janvier 2024 a modifié le contenu du parcours personnalisé d'intégration républicaine, obligatoire (sauf exceptions), pour tout·e étranger·ère admis·e pour la première fois au séjour en France et ayant vocation à s'y installer durablement.

Ce texte a notamment introduit la création d'un examen civique, dont la réussite, à compter du 1er janvier 2026, sera nécessaire pour la délivrance d'une carte de séjour pluriannuelle ou d'une carte de résident. Les candidat-e-s à la naturalisation française devront également réussir cet examen.

Le décret du 15 juillet 2025 est venu compléter la partie réglementaire du CESEDA, précisant que l'examen prendrait la forme d'un questionnaire à choix multiples :

Ce décret a ensuite été complété :

- par un arrêté du 22 juillet 2025 relatif au contenu des formations civique et linguistique (NOR : INTV2520400A) ;
- puis par un arrêté du 20 août 2025 fixant la procédure d'agrément des organismes chargés de la mise en œuvre de l'examen et les modalités d'organisation des épreuves (NOR : INTV2523356A).

## ✱ Le programme et le déroulement de l'examen civique

L'épreuve se présente sous la forme d'un QCM en langue française comportant 40 questions : certaines évaluent les connaissances, d'autres mettent les candidats en situation concrète.

Chaque candidat.e répond à un nombre équivalent de questions pour chacune des cinq thématiques suivantes :

- Principes et valeurs de la République (11 questions) ;
- Système institutionnel et politique (6 questions) ;
- Droits et devoirs (11 questions) ;
- Histoire, géographie et culture (8 questions) ;
- Vivre dans la société française (4 questions).

Chaque bonne réponse vaut 1 point ; une mauvaise réponse ou une absence de réponse vaut 0 point. Le seuil de réussite est fixé à 80 % de bonnes réponses (soit 32 bonnes réponses sur 40).

L'examen se déroulera sur support numérique et durera 45 minutes maximum. Des aménagements de durée peuvent être accordés aux candidat.e.s présentant un handicap ou un état de santé incompatible avec ce délai, sur justification médicale.

### Plusieurs zones d'ombre subsistent toujours à la lecture de cet arrêté :

- le niveau de connaissance sera-t-il adapté en fonction de l'objectif poursuivi (obtention d'une carte pluriannuelle, de résident ou une naturalisation) ?
- le niveau de français des questions posées sera-t-il également adapté ? Pour rappel, la personne souhaitant obtenir une carte de séjour pluriannuelle devra justifier d'un niveau A2, B1 pour une carte de résident et B2 pour la naturalisation française.

Dans son arrêté, le Ministre de l'Intérieur précise que *"Les questions de connaissances sont rendues publiques sur le site internet du ministère chargé des naturalisations, de l'accueil et de l'intégration des étrangers"*. A ce jour, aucun exemple de questions n'a été mis à disposition sur le site internet susmentionné.

• **PRINCIPES ET VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE**  
 Devises et symboles de la République

**TEXTES**



Constitution  
 (1958) :  
 Article 1er, 2  
 et 3

**NOTIONS**



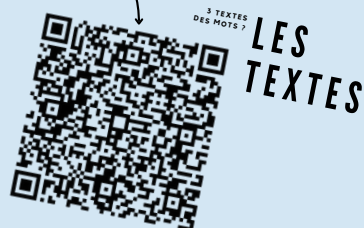
unité • indivisibilité •  
 laïcité • démocratie •  
 souveraineté nationale •  
 référendum • liberté  
 (individuelle et collective)  
 • égalité • fraternité •  
 discrimination

**SYMBOLES**



drapeau tricolore •  
 hymne national •  
 devise • Marianne  
 • fête nationale •  
 coq

**FLASHÉZ  
 MOI !**



Laïcité

**TEXTES**



• Loi de 1905  
 • Charte de la laïcité à  
 l'école  
 • Charte de la laïcité  
 dans les services publics

**NOTIONS**



liberté de conscience  
 (droit au blasphème,  
 interdiction du  
 prosélytisme abusif) •  
 neutralité (laïcité au  
 travail : public et privé)

“ « La laïcité n'est pas la négation des religions, elle organise les relations entre l'État et les religions » ”

# • LE SYSTÈME INSTITUTIONNEL ET POLITIQUE



Démocratie et droit de vote

## TEXTES



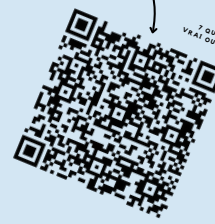
Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen : Art. 16

## NOTIONS



État de droit • les 3 pouvoirs • la séparation des pouvoirs • droit de vote • pluralité des partis (démocratie)

FLASHÉZ MOI!



LA POLITIQUE ET VOUS

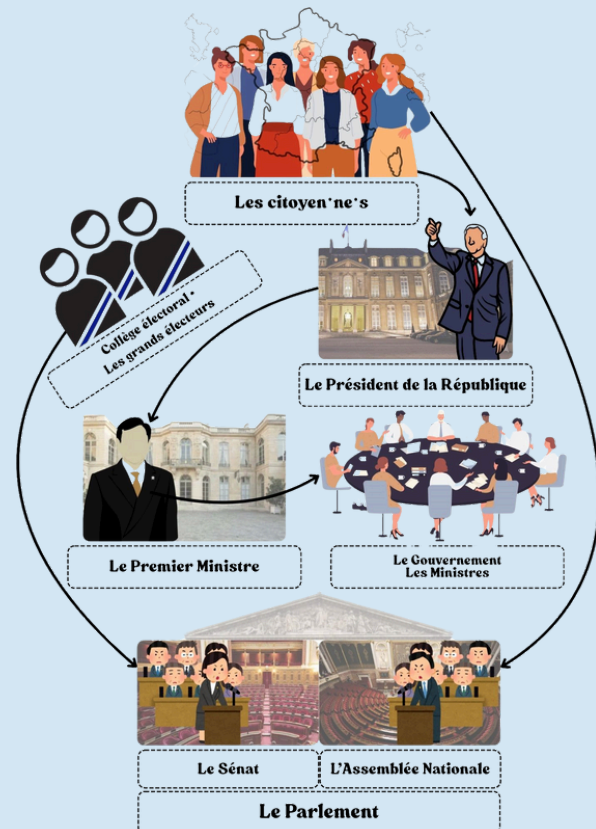


Organisation de la République française

## SAVOIRS



découpage administratif français (niveaux de collectivités locales et leurs missions) • institutions politiques de la Vème République • rôles et acteurs politiques (local et national) • différents types d'élections • durée des mandats



Union Européenne

## SAVOIRS



étapes historiques de la création de l'UE • nombre de pays membres • drapeau et hymne de l'UE • institutions européennes • conditions de vote et éligibilité des étrangers européens

## NOTIONS



citoyenneté européenne • libre circulation • circulation économique



## • DROITS ET DEVOIRS

### Droits fondamentaux

#### TEXTES



Constitution •  
DDHC •  
Charte de  
l'environnement

#### NOTIONS



droits et libertés individuelles (liberté de circulation, liberté du mariage et du divorce, liberté d'opinion -de conscience et d'expression- et liberté de croyances) • droits sociaux et économiques (« conditions de vie dignes et équitables ») • droits fondamentaux (dignité humaine, intégrité physique et psychologique, citoyenneté, État de Droit, démocratie et respect des droits de l'Homme)



### Obligations et devoirs des personnes résidant en France

#### NOTIONS



libertés (« encadrées par la loi et limitées [...] par les libertés des autres [...] par la défense de l'ordre public ») • salubrité ( « qui ne présente pas de danger pour l'hygiène, la santé et l'environnement ») • dignité humaine • respect des lois et conséquences de leur non-respect • attitude citoyenne • collectivité nationale • bien collectif

## • HISTOIRE, GÉOGRAPHIE ET CULTURE

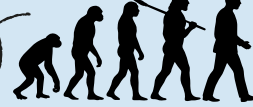
 Principales périodes et personnages historiques




principales périodes historiques depuis la chute de la monarchie à nos jours (Révolution, Empire, Empire colonial, IIIe République, 1ère et 2nde Guerres Mondiales, ONU, CEE, Ve République, ...)

- principaux personnages historiques français

FRISE CHRONOLOGIE  
EN CONSTRUCTION



 Territoires et géographie



fleuves • massifs montagneux • 10 principales métropoles françaises • principaux ports • 6 régions les plus peuplées • 5 DROM • territoires ultramarins • pays frontaliers • mers et océans • 68 millions d'habitants (2025) • démographie urbaine et rurale • tourisme en France • situation géo-économique

CARTE EN  
CONSTRUCTION





monuments historiques • lieux  
emblématiques • artistes et  
auteur·ice·s français·es • gastronomie  
française • fêtes et traditions •  
rayonnement de la langue (OIF - 321  
millions de francophones - 5e langue  
mondiale)

### • VIVRE DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE



S'installer et résider en France



procédures de demande de  
renouvellement du titre de séjour •  
procédures de déclaration ou de  
demande de naturalisation •  
déclaration de naissance, de mariage,  
de divorce, de décès • accès aux  
prestations familiales et sociales •  
logement (recherche - acteurs)



assurance responsabilité  
civile • permis de  
conduire (échange) •  
impôts • déclaration des  
revenus • obligation de  
changement d'adresse  
• principe d'assimilation



L'accès aux soins



offres de soin (lieux - acteurs) •  
prise en charge • obligations  
vaccinales • numéros d'urgence  
• libre choix de praticien (droits et  
devoirs) • confidentialité (secret  
médical) • droit à l'information





RESSOURCES EN  
CONSTRUCTION



durée • congés • contrats • sécurité •  
règlement • droit syndical • droits  
associés (à la formation - à  
l'équivalence de diplôme - à la  
formation linguistique) • recherche  
d'emplois (acteurs et lieux) •  
l'entrepreneuriat



Autorité parentale et système éducatif

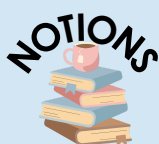
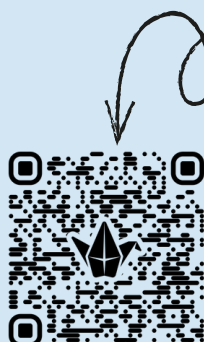


droits et devoirs des parents  
d'enfants mineurs • durée  
instruction obligatoire •  
organisation du système  
scolaire



autorité parentale •  
intégrité physique et  
morale • obligation de  
scolarité • interdiction  
de contestation des  
enseignements •  
accompagnement à la  
scolarité

SCANNEZ CE QR CODE  
POUR AVOIR ACCÈS À  
QUELQUES RESSOURCES :





# La permanence téléphonique info-droits-migrants à destination des employeurs, intermédiaires de l'emploi et professionnels de l'insertion professionnelle au droit des étrangers de la région AURA

ENTRÉE

SÉJOUR

TRAVAIL DES ÉTRANGERS

L'information en direct  
sur les droits des étrangers et leurs familles

ACCÈS NATIONALITÉ FRANÇAISE

PROTECTION SOCIALE

 **Info droits migrants**

## PERMANENCE TÉLÉPHONIQUE

Réservée aux employeurs, aux professionnels et intermédiaires de l'insertion professionnelle de la Région Auvergne-Rhône-Alpes

**Tous les lundis, mardis, jeudis et vendredis**  
**de 14h00 à 17h00**

A compter du 1er avril 2025, prise de rendez-vous en ligne:

en cliquant [ICI](#) ou  
en scannant le QR code





Cofinancé par l'Union européenne



PRÉFÈTE  
DE LA RÉGION  
AUVERGNE-  
RHÔNE-ALPES



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



anct  
agence nationale  
de la cohésion  
des territoires



**ADATE**

MIGRATION  
ÉQUITÉ  
INTERCULTURALITÉ

Adate, 96 Rue de Stalingrad, 38100 Grenoble | [www.adate.org](http://www.adate.org)

# Formations en droit des étrangers : catalogue 2025

Plusieurs sessions de formations sur inscriptions individuelles sont organisées en 2025 sur plusieurs thématiques du droit des étrangers : sensibilisation au droit des étrangers, le droit au travail des ressortissants étrangers, l'impact de la réforme de l'immigration, la demande d'asile et la réunification familiale.

**A Grenoble, il reste de la place sur les sessions suivantes** (organisées dans nos locaux, 96 Rue de Stalingrad) :

- Mardi 16 et jeudi 18 décembre, « La procédure de demande d'asile »

Pour plus d'informations, ou si vous êtes intéressé-e pour l'organisation d'une formation en intra-organisme, n'hésitez pas à contacter Kadiatou Lasjaunias :



kadiatou.lasjaunias@adate.org / 07 49 87 24 35 - 04 58 17 65 04

Les lundis, mardis et jeudis - de 9h à 16h

Le pôle ressources, accès au droit et insertion de l'ADATE



Cofinancé par  
l'Union européenne



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**AGENCE  
NATIONALE  
DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES**



**PRÉFÈTE  
DE LA RÉGION  
AUVERGNE-  
RHÔNE-ALPES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*